

Les prisons suisses doivent-elles s'aligner sur le «tout sécuritaire»? ¹

Nicolas Queloz, Dr. iur., Dr. sc. soc., Professeur de droit pénal et de criminologie, Faculté de droit, Université de Fribourg

I.	«Société du risque», ère sécuritaire et «nouvelle pénologie».....	3
II.	Evolution et illustrations en Suisse.....	9
III.	Conclusion: l'impossibilité du tout sécuritaire	22
	Post-scriptum	26

Résumé: La mouvance sécuritaire s'exprime surtout par l'attitude de «tolérance zéro» à l'égard de la délinquance et de ses auteurs et par l'exigence de «risque zéro» à l'égard des autorités publiques et de la justice pénale. Sur le plan théorique, cette perspective a notamment été développée par les tenants de la «nouvelle pénologie» au début des années 1990 aux USA. Sur le plan pratique, ces pressions sécuritaires émanent d'associations de défense des victimes et sont relayées par certains partis politiques, médias et groupes de pression. En Suisse, elles ont trouvé un large écho par le biais d'initiatives populaires fédérales et de motions développées dans les parlements (aux niveaux communal, cantonal et national). Comme ces pressions pour plus de sévérité et plus de sécurité sont l'expression d'une méfiance croissante notamment à l'égard des autorités pénales, elles touchent de plein fouet le domaine sensible de l'exécution des sanctions pénales et tout spécialement des prisons, qui en sont le lieu symbolique. Il y a toutefois en Suisse un fossé toujours plus grand entre ces pressions sécuritaires d'une part et, d'autre part, le cadre légal et de valeurs (principe de proportionnalité, buts de resocialisation et de normalisation de la vie en détention, respect de la dignité des personnes condamnées) qui guident les pratiques de l'exécution des peines et des mesures. Il faut alors souligner que le «tout sécuritaire» est donc non seulement impossible à mettre en pratique, mais qu'il est en outre absolument contraire au système juridique suisse et aux

¹ Texte publié in: QUELOZ NICOLAS, LUGINBÜHL ULRICH, SENN ARIANE, MAGRI SARRA (EDS.), *Druck der Öffentlichkeit auf die Gefängnisse: Sicherheit um jeden Preis? – Pressions publiques sur les prisons: la sécurité à tout prix?* Berne, Stämpfli, 2011, 1-28.

principes fondamentaux de notre Etat de droit. Malgré ce rappel, force est de constater que les pressions sécuritaires rendent extrêmement difficile le travail des professionnels du monde des prisons, qui sont contraints à de véritables efforts d'équilibristes pour gérer au quotidien les paradoxes de ce Janus pénitentiaire.

Mots-clés: Société du risque – «nouvelle pénologie» – pressions sécuritaires – garde-fous juridiques – arrêt Khider contre France – illustrations en Suisse – rapport Werren – rapport Rouiller – impasse du «tout sécuritaire».

Zusammenfassung: Der Sicherheitswahn äussert sich vor allem in einer «Null-Toleranz»-haltung gegenüber der Kriminalität und den Tätern sowie einem «Null-Risiko»-erfordernis gegenüber den Behörden und der Strafjustiz. In der Theorie wurde diese Perspektive unter anderem von den Anhängern der «neuen Pönologie» zu Beginn der 90er Jahre in den USA entwickelt. In der Praxis kommt dieser Sicherheitsdruck von Vereinen für Opferhilfe und wird von gewissen politischen Parteien, Medien und Interessensgruppen weiter verbreitet. In der Schweiz erlangte er grosse Resonanz dank eidgenössischen Volksinitiativen und parlamentarischen Motionen (auf Gemeinde-, Kantons- und Bundesebene). Da dieser Druck für mehr Härte und Sicherheit der Ausdruck von einem zunehmenden Misstrauen, namentlich gegenüber den Strafbehörden ist, erfasst er mit voller Wucht den empfindlichen Bereich des Strafvollzugs und besonders dessen Symbol, die Gefängnisse. In der Schweiz entsteht indessen eine immer grössere Kluft zwischen diesem Sicherheitsdruck einerseits und andererseits dem gesetzlichen Rahmen und den Grundwerten, die der Strafvollzugspraxis zugrunde liegen (Verhältnismässigkeitsprinzip, Zweck der Resozialisierung und Normalisierung des Alltags in Haft, Achtung der Würde der Gefangenen). Es muss somit betont werden, dass die Devise «Sicherheit um jeden Preis» nicht nur praktisch unmöglich umzusetzen ist, sondern dass sie überdies der schweizerischen Rechtsordnung und den Grundprinzipien unseres Rechtsstaates absolut widerspricht. Nichtsdestoweniger führt der Sicherheitsdruck zu äusserst erschwerten Bedingungen für die Arbeit des Gefängnispersonals, das tagtäglich wahre Balanceakte vollführen muss, um mit diesen Widersprüchen umzugehen.

Schlüsselwörter: Risikogesellschaft – «neue Pönologie» – Sicherheitsdruck – gesetzliche Schranken – Entscheid Khider gegen Frankreich – Beispiele in der Schweiz – Bericht Werren – Bericht Rouiller – Sackgasse der «Sicherheit um jeden Preis».

«Rappelons que pour Hegel la peine est «un droit par rapport au criminel lui-même» car en le punissant «on l'honore comme un être raisonnable». Or cet honneur ne lui est pas accordé «s'il n'est considéré que comme une bête nuisible qu'il faut mettre hors d'état de nuire...»»²

I. «Société du risque», ère sécuritaire et «nouvelle pénologie»

A. «Société du risque» et «société assurancielle»

La «société du risque», selon l'expression couronnée de succès du sociologue allemand Ulrich Beck, caractérise particulièrement nos sociétés riches et vieillissantes, dans lesquelles la tolérance au risque diminue dans le même temps où l'illusion du «risque zéro» augmente exagérément, ce qui entraîne des peurs et refus d'assumer des risques et une demande croissante d'assurance(s) ou «d'assurabilité» face aux risques. L'extension du champ d'application du «principe de précaution» dans des domaines toujours plus nombreux de la vie quotidienne contemporaine repousse également la limite entre risques «admissibles» et risques «excessifs», la sphère des risques «admissibles» ayant fortement tendance à se rétrécir, celle des risques «excessifs» à s'élargir.

La «société du risque» engendre ainsi une société «assurancielle» – où tout risque devrait pouvoir être assurable et assuré – et une société «actuarielle», qui en est le volet technique, où tout risque devrait pouvoir être pronostiqué et calculé, grâce non seulement aux tables de probabilités, mais au recours toujours plus poussé aux évaluations d'experts et de scientifiques.

² DELMAS-MARTY, 25.

B. *Impact sur les politiques pénales et pénitentiaires*

La «*société du risque*» et la société «*assurancielle-actuarielle*» ont entraîné des modifications majeures des politiques pénales et pénitentiaires:

- les systèmes de justice pénale, d'abord, sont aujourd'hui toujours plus fortement gouvernés selon ces trois critères néolibéraux de l'efficacité, de la conception du justiciable comme «*acteur rationnel*» et de la sécurité comme «*valeur absolue*» qui domine le tout. Ceci conduit notamment à centrer l'évaluation de la justice «*sur ce qui est mesurable, c'est-à-dire sur le temps et sur l'argent (ou s'agissant des prisons, sur le nombre de douches ... de m² par prisonnier ... de kilomètres promenade, etc.) au détriment de ce qui n'est pas mesurable, à commencer par le patient travail de réinsertion. Ce qui n'est pas mesurable est immédiatement reversé dans le domaine du non vérifiable, donc du secondaire.*»³
- «*Ce modèle procède ... d'une insatisfaction aussi bien à l'égard du modèle thérapeutique que du modèle rétributif et se concentre sur la dangerosité.*» «*... la justice ... doit surtout se soucier des êtres innocents qui seront les prochaines victimes...*». Avec les expertises de dangerosité dans la perspective de la gestion des risques, «*On entre dans la «tyrannie du probable»... Mieux vaut pour le juge ... en faire trop que pas assez, et ne jamais prendre le risque de voir cette dangerosité s'exprimer.*»⁴ Ceci correspond, en résumé, à ce que l'on peut qualifier aujourd'hui de «*retour du délinquant dangereux*»⁵. Figure emblématique de l'Ecole positiviste italienne de la fin du 19^{ème} siècle (avec ses chefs de file qu'ont été Cesare Lombroso et son «*criminel né*», Enrico Ferri le concepteur des mesures de sûreté pour les criminels «*fous*» et les criminels «*habituels*» et Raffaele GAROFALO le créateur des concepts de «*dangerosité sociale*» (ou «*pericolosità*») et de «*redoutabilité*» (ou «*temibilità*») des «*délinquants vrais*»), le

³ GARAPON, 100-101.

⁴ Ibidem, p. 109.

⁵ Cf. notamment: KALUSZYNSKI, 2008 et MBANZOULOU, 2008.

«*délinquant dangereux*», voire «*très dangereux*»⁶ est aujourd'hui omniprésent dans tous les débats de «*sécurité intérieure*» et de politique pénale, d'adoption de nouvelles lois et de «*bonnes pratiques*» d'exécution des sanctions pénales.

- Tout cela a eu notamment pour conséquence, en aval de la chaîne pénale, que le système pénitentiaire a subi l'influence toujours plus marquée de ce qu'on appelle la «*nouvelle pénologie*» ou la «*New Penology*» esquissée par Malcolm FEELEY et Jonathan SIMON au début des années 1990 aux USA.

C. La nouvelle pénologie

Nous pouvons expliquer ainsi les caractéristiques majeures de cette «*nouvelle pénologie*»:

- elle représente une façon et une méthode différentes d'appréhender la dangerosité;
- non plus par des jugements moraux (de culpabilité pénale) ni des évaluations cliniques (diagnostic, évaluation de l'aptitude à un traitement et pronostic), mais par la méthode actuarielle fondée sur des séries et catégories statistiques ainsi que des calculs de probabilités.
- La dangerosité est alors centralement réduite à la notion de *risques de récidive* et, par conséquent, de probabilité de succès ou d'échec de décisions relatives aux condamnés, notamment en matière de libération conditionnelle, qui en a constitué le premier domaine d'expérimentation, mais qui s'est élargi aujourd'hui à bien d'autres décisions de la chaîne pénale (notamment le choix du type de peine, de l'assortir ou non d'une mesure, l'octroi ou non du sursis, etc.), selon la formule implacable de FEELEY et SIMON: «*variable detention depending upon risk assessment*».

⁶ Selon les termes de l'initiative populaire fédérale sur «l'internement à vie des délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables» acceptée en Suisse le 8.02.2004.

- Une telle perspective s'est peu à peu imposée par le travail d'«*entrepreneurs de morale*» dits «*néolibéraux*» (partis politiques, groupes de pression) et elle s'est encore développée sous l'action et les revendications d'une partie de l'opinion publique (notamment les associations de défense de victimes de la délinquance) et des médias. Les pressions publiques ont ici joué un rôle important: en France, Denis SALAS parle de «*dérive sécuritaire*» qui a renforcée le «*populisme pénal*» des autorités politiques; dans le système de démocratie directe suisse, ces pressions se sont notamment exprimées à travers le succès des initiatives populaires fédérales sur «*l'internement à vie des délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables*» (2004)⁷ et sur «*l'imprescriptibilité de l'action pénale et de la peine pour les auteurs d'actes d'ordre sexuel ou pornographique sur des enfants impubères*» (2008)⁸.

Les conséquences de cette «*nouvelle pénologie*» sont notamment les suivantes:

- elle a conduit à une classification toujours plus poussée des populations de justice et de prison;
- elle s'est accompagnée d'une sophistication élevée des méthodes et des échelles de prédiction des risques;
- contrairement aux méthodes cliniques, le but des approches actuarielles n'est pas de traiter, ni de vouloir changer le délinquant, mais surtout de l'identifier, de le situer, de la catégoriser afin de pouvoir le maîtriser pour qu'il représente le moins de risque possible aussi bien pour l'extérieur (la population) qu'à l'intérieur du monde carcéral en particulier.
- Cette approche a nécessité un recours accru aux experts (notamment les psychologues et psychiatres) et autres scientifiques (p. ex. les analystes criminologues, appelés les «*classification*

⁷ Acceptée en votation populaire du 8.02.2004: cf. art. 123a Cst. féd. et 64 al. 1bis CPS (entré en vigueur le 1.08.2008).

⁸ Acceptée en votation populaire du 30.11.2008: cf. art. 123b Cst. féd.

counselors»). «Armé de son ordinateur, un nouveau type de spécialiste, le consultant en justice criminelle, est ... en mesure de prédire les patterns criminels, les tendances en matière de détermination de la peine et ainsi de suite...»⁹.

- Elle a renforcé le clivage (voire l'incompréhension) entre les magistrats (juristes) et ces experts (psys et analystes statisticiens), qui n'ont ni les mêmes cadres de références, ni le même langage, ni surtout les mêmes compétences. N'oublions pas, en effet, que c'est bien, *in fine*, le juge ou la justice pénale qui doit exercer son pouvoir d'appréciation et de décision¹⁰.

D. Impact de la «nouvelle pénologie» dans le monde des prisons

Dans le monde des prisons, cette «nouvelle pénologie» a encore engendré les conséquences particulières suivantes:

- elle a mené à une économie ou rationalisation poussée des processus de gestion des populations carcérales, surtout dans le but d'identifier et de tenter de maîtriser les groupes à risque et dangereux;
- cela a entraîné une technicisation, bureaucratisation et mécanisation du système et du séjour pénitentiaires, avec souvent pour effets pervers:
- une déshumanisation du monde des prisons, plus ou moins forte selon les pays, les régions, le type et la taille des établissements de détention;

⁹ PRATT, 117.

¹⁰ En y apportant la motivation nécessaire, ce qui n'était pas le cas de cette décision du Tribunal cantonal neuchâtelois, qui n'avait pas suivi la recommandation de l'expert psychiatre (favorable à un traitement ambulatoire) et décidé d'un traitement résidentiel pour prévenir le risque de récidive et garantir la sécurité publique: le Tribunal fédéral a alors cassé cette décision parce qu'elle s'était écartée arbitrairement de l'expertise, sans motivation sérieuse (TF 6B_65/2007).

- une déresponsabilisation, des frustrations et des souffrances des agents de surveillance;
- des difficultés et souffrances aussi du côté des psychiatres, sur lesquels la pression sécuritaire est très élevée pour en faire des experts de la prédiction des risques et de la dangerosité, ce qui met fortement à l'épreuve l'éthique et la déontologie médicale de soins;
- et des souffrances bien sûr également chez les détenus, dont la gestion est centrée voire focalisée non plus tellement sur la resocialisation et le traitement, mais sur l'étiquette de dangerosité et la réduction des risques de dommage et de récidive qu'elle suppose¹¹. À cela s'ajoute une augmentation des «*contrôles physiques à l'intérieur des institutions ... multiplication des fouilles ... mise en place de «contrôles anti-drogues» ... (et notamment) dans les pénitenciers canadiens ... un ensemble de surveillances technologiques de pointe*»¹².
- En fin de compte, ces modifications de gestion et de pratiques ont renforcé l'immobilisme du système carcéral: «*Toute tentative d'innovation en prison ... est ainsi conditionnée à l'impératif de sûreté et tend à être instrumentalisée à cette fin, qui constitue une formidable source de résistance au changement*»¹³.
- Episode supplémentaire de la technologisation sécuritaire, la catégorisation, voire l'hyper catégorisation des détenus par profils de risques a abouti à une grande subdivision des établissements ou des unités de détention. L'exemple le plus extrême, comme *sumum* de l'isolement des détenus dangereux, est la création des «*Supermax*» aux USA ou des unités de détention de sécurité maximale, appelées aussi dans le jargon de la «*New Penology*» les «*Intensive Management Units*», mais que nous préférons qualifier

¹¹ Cf. p. ex. ci-dessous l'affaire *Khider* en France et l'affaire *Vogt* en Suisse.

¹² VACHERET, 299.

¹³ CHANTRAINE/MARY, 267.

plutôt d'établissements de stabulation strictement contrôlée, automatisée et robotisée (ESCAR)¹⁴...

Au sujet du «*Supermax*» de la prison de Monroe dans l'Etat de Washington, Yasmine BOUAGGA écrit: «*Le cube noir, adjacent au bâtiment principal de la prison, peut accueillir deux cents détenus, soumis à un contrôle constant grâce à l'architecture panoptique doublée de technologie: les cellules sont disposées en étoile autour du box de contrôle informatisé, d'où sont actionnés les boutons d'ouverture et de fermeture des portes; les caméras de surveillance enregistrent de manière constante les gestes des détenus, sous la lumière froide des néons. Les murs sont nus, l'ameublement minimaliste; les seuls objets que l'on trouve dans les couloirs sont les piles de combinaisons oranges destinées aux détenus et les gants en plastique dont les agents se munissent lorsqu'ils doivent effectuer une escorte.*» Comme le dit fièrement le porte-parole de cette unité «*high tech*», elle est conçue pour contenir «*the worst of the worst*»¹⁵...

II. Evolution et illustrations en Suisse

A. Le cadre légal

Le nouveau droit des sanctions pénales (entré en vigueur le 1^{er} janvier 2007) a apporté une régulation et une précision renforcées de la phase d'exécution des sanctions. Il s'agit d'en rappeler ici les principes cardinaux.

¹⁴ ESCAR: par analogie avec une «escarre», à savoir une nécrose de la peau qui se forme aux endroits soumis à des pressions et irritations répétées chez des malades alités depuis longtemps.

¹⁵ BOUAGGA, 201.

1. Buts de l'exécution des peines privatives de liberté

En ce qui concerne *les buts de l'exécution des peines privatives de liberté*, c'est l'art. 75 CPS qui joue un rôle central.

- Selon l'art. 75 CPS, les deux buts essentiels d'un séjour ordinaire dans une prison suisse sont *la resocialisation* («*améliorer le comportement social du détenu*») et *la prévention de la récidive* (ou prévention spéciale).
- Pour pouvoir réaliser ces deux buts, l'art. 75 al. 1 CPS impose à l'Etat et aux autorités pénales les obligations suivantes:
- d'adapter ou d'ajuster la vie carcérale aux conditions de vie en liberté ou principe dit de «normalisation» des lieux de détention, qui doivent «*correspondre autant que possible à des conditions de vie ordinaires*» («*Angleichungsgrundsatz*»);
- d'*assurer au détenu l'assistance nécessaire* en vue de sa resocialisation et réinsertion sociale («*Integrationsgrundsatz*»);
- de «*combattre les effets nocifs de la privation de liberté*» («*Entgegenwirkungsgrundsatz*»);
- et de «*tenir compte de manière adéquate du besoin de protection de la collectivité, du personnel et des codétenus*»: c'est le *principe de sécurité* («*Sicherungsgrundsatz*») dont il faut souligner qu'il ne figure pas en priorité, mais à la fin de l'énumération par l'art. 75 CPS des lignes directrices essentielles d'exécution des peines privatives de liberté.
- L'outil ou le guide de base qui doit viser à la réalisation de ces buts et de ces principes, c'est le *plan d'exécution de la peine privative de liberté*, dont l'art. 75 al. 3 CPS prescrit qu'il doit être centré en particulier «*sur les relations avec le monde extérieur et sur la préparation de la libération*» : il s'agit du principe d'ouverture, par étapes, qui caractérise si bien le système suisse dit du «*régime progressif*» d'exécution de la peine privative de liberté jusqu'à la libération définitive.

- Quant aux efforts de resocialisation, ils doivent être réalisés «*activement*» par le détenu lui-même (art. 75 al. 4 CPS), qui doit d'ailleurs y être encouragé par l'établissement de détention.

En résumé: l'ouverture du monde pénitentiaire à et vers la société environnante est la philosophie voulue par le législateur suisse. Elle a été inscrite dans le code pénal dès 1937 et, il faut le souligner ici, elle a été rappelée, précisée et confirmée par la dernière révision de la partie générale du CPS, votée par le Parlement fédéral en décembre 2002 (et en vigueur depuis janvier 2007).

2. Mesures particulières de sécurité

La question des *mesures particulières de sécurité*, prévue à l'art. 75a CPS est importante, mais elle ne concerne qu'une petite partie de la population carcérale. Ces mesures sécuritaires visent en effet:

- des détenus en cours d'exécution d'une sanction privative de liberté (peine de détention ou mesure de traitement ou d'internement, sauf l'internement à vie: cf. art. 90 al. 4bis et 4ter CPS),
- qui ont commis l'un des crimes mentionnés à l'art. 64 al. 1 CPS (relatif à la mesure d'internement), à savoir toute «*infraction passible d'une peine privative de liberté maximale de 5 ans au moins, par laquelle (l'auteur) a porté ou voulu porter gravement atteinte à l'intégrité physique, psychique ou sexuelle d'autrui*»,
- au sujet desquels «*l'autorité d'exécution ne peut se prononcer d'une manière catégorique sur le caractère dangereux ... pour la collectivité*» (art. 75a al. 1 lit b CPS),
- et dont il s'agit, soit de leur octroyer des «*allègements dans l'exécution*» de leur sanction (définis à l'art. 75a al. 2 CPS comme des congés, des autorisations de travail ou de logement à l'extérieur ou la libération conditionnelle), soit de les placer «*dans un établissement ... ouvert*» (art. 75a al. 1 et 90 al. 4bis CPS).

- En présence de tels détenus, il faut qu’une *commission de dangerosité*, «composée de représentants des autorités de poursuite pénale, des autorités d’exécution et des milieux de la psychiatrie» (selon l’art. 62d al. 2 CPS auquel renvoie l’art. 75a al. 1 CPS),
- «apprécie ... le caractère dangereux du détenu pour la collectivité» (art. 75a al. 1 CPS);
- ce caractère dangereux doit être admis «s’il y a lieu de craindre que le détenu ne s’enfuie et ne commette une autre infraction par laquelle il porterait gravement atteinte à l’intégrité physique, psychique ou sexuelle d’autrui» (art. 75a al. 3 CPS).

La notion de «caractère dangereux d’un détenu pour la collectivité» est donc ainsi précisée à l’art. 75a CPS et c’est d’ailleurs la seule disposition du code pénal qui la définit.

3. Limites fondamentales des mesures sécuritaires

Il y a toutefois, il faut le rappeler, des garde-fous ou des *limites fondamentales posées aux mesures sécuritaires*, en particulier dans le monde carcéral:

- avec tout d’abord *l’interdiction de la torture* (par les Conventions de l’ONU¹⁶ et du Conseil de l’Europe¹⁷) *et des peines ou traitements inhumains et dégradants*, par les art. 3 CEDH¹⁸ et 10 al. 3 Cst. féd¹⁹.

¹⁶ Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10.12.1984 (approuvée par l’Assemblée fédérale le 6.10.1986 et entrée en vigueur en Suisse le 26.06.1987): RS 0.105.

¹⁷ Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du 26.11.1987 (approuvée par l’Assemblée fédérale le 5.10.1988 et entrée en vigueur en Suisse le 1.02.1989): RS 0.106.

¹⁸ RS 0.101.

¹⁹ RS 101.

- Un bon exemple nous est fourni par l'arrêt *Khider contre France* rendu par la Cour européenne des droits de l'homme le 9.07.2009²⁰: dans cette affaire, la France a été condamnée par la Haute Cour de Strasbourg pour avoir soumis le détenu Cyril KHIDER (inscrit comme «*détenu particulièrement signalé*») à un régime excessif de sécurité, comportant notamment de très nombreux transfèrements d'un établissement pénitentiaire à l'autre (16 transferts à travers la France en un peu plus de 4 ans), des séjours prolongés à l'isolement et en quartier disciplinaire, ainsi que des fouilles corporelles systématiques (le plus souvent à nu, avec inspection anale) et des brimades de la part du personnel pénitentiaire (notamment le maintien prolongé de la lumière à l'occasion de rondes nocturnes). De telles mesures, «*par leur effet combiné et répétitif*» ont ainsi représenté, selon la Cour, «*un traitement inhumain et dégradant*» et par conséquent constitué une violation de l'art. 3 CEDH²¹.
- Le code pénal lui-même, à l'art. 74 CPS établit que *le respect de la dignité des personnes privées de leur liberté* ainsi que celui du *principe de la proportionnalité* constituent des critères cardinaux dans l'exécution d'une peine aussi bien que d'une mesure de sûreté en milieu fermé. En particulier, l'exercice des droits d'un détenu (notamment la protection de la sphère privée, le droit à la correspondance, la liberté de croyance, d'information et d'expression ou encore l'accès aux soins médicaux) «*ne peut être restreint que dans la mesure requise par la privation de liberté et par les exigences de la vie collective dans l'établissement*» (art. 74 CPS).
- À cet égard, le Tribunal fédéral a par exemple considéré que le fait de ne pas autoriser un détenu de religion orthodoxe à participer à la célébration de la fête de Pâques, mais d'admettre qu'il reçoive la visite d'un pope, parce qu'il se trouvait alors en régime d'observation dans l'établissement de Pöschwies et que

²⁰ Requête no 39364/05.

²¹ En outre, la Cour a considéré que le requérant n'avait «*pas disposé des «recours effectifs» pour faire valoir ses griefs tirés de l'article 3 de la Convention*» et qu'il «*y a donc eu violation de l'article 13 de la Convention combiné avec*» l'article 3 CEDH.

l'évaluation de sa dangerosité n'avait pas encore pu être établie, constituait une *décision proportionnée*, qui limitait certes l'exercice de la liberté religieuse de ce détenu, mais sans violation de son droit fondamental à la liberté de conscience et de croyance (garanti par l'art. 15 Cst. féd.) et qui assurait ainsi la protection du public face au risque de fuite de ce détenu (accusé d'assassinat et de viol)²².

- En revanche, les premiers rapports publiés par la Commission nationale de prévention de la torture (CNPT-NKVF) suite aux visites effectuées dans des prisons suisses²³ font état notamment de *mesures de sécurité disproportionnées et dégradantes* pour les personnes détenues, en particulier lors des fouilles corporelles, des transports à l'extérieur et de l'exécution des sanctions disciplinaires. En outre, le niveau d'isolement de personnes faisant l'objet d'une mesure d'internement a, dans deux situations précises, été considéré comme à peine justifiable: la CNPT recommande par conséquent un *accompagnement humain plus intensif* des personnes internées et des mesures de sécurité qui soient adaptées aux risques réels, avec davantage de présence personnelle plutôt que de mesures techniques comme les menottes et les moyens de séparation.

B. *Les pressions publiques sur les instances pénales et pénitentiaires*

Ces vingt dernières années, et particulièrement depuis l'automne 1993 et les tristes affaires du *Zollikerberg* dans le canton de Zurich et de la forêt de *Bremgarten* dans le canton de Berne, les *pressions publiques* – d'associations de défense des victimes, de partis politiques et de médias – n'ont fait que croître, en Suisse également, avec des revendications sécuritaires très fortes, exigeant toujours plus de sécurité, la recherche du «risque zéro» et de la «sécurité absolue».

²² ATF 129 I 74 (du 13.01.2003).

²³ Communiqué et rapports publiés le 11.01.2011 et disponibles sous: <http://www.nkvf.admin.ch/content/nkvf/fr/home/dokumentation/medienmitteilung/2011/2011-01-11.html>

Le succès des trois *initiatives populaires fédérales* sur «l'internement à vie des délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables» (2004)²⁴ et sur «l'imprescriptibilité de l'action pénale et de la peine pour les auteurs d'actes d'ordre sexuel ou pornographique sur des enfants impubères» (2008)²⁵, ainsi que «pour le renvoi des étrangers criminels» (2010)²⁶, sont des illustrations marquantes, non seulement des craintes et des exigences sécuritaires dans la population, mais également d'une méfiance croissante à l'égard des autorités, notamment de la justice pénale, suspectées ou parfois clairement accusées de ne pas faire correctement leur travail de «sécurité intérieure» et de défense des braves citoyen-nés, voire d'afficher «une dangereuse sensibilité pour les malfaiteurs»²⁷ comme l'affirmait notamment Enrico Ferri à la fin du 19^e siècle.

Des partis politiques ont alors repris et exploité, souvent de manière très opportuniste et populiste, les accusations d'indulgence voire d'irresponsabilité de la justice pénale à l'égard des délinquants (notamment des délinquants sexuels, dangereux ou étrangers...) et développé des campagnes et actions de matraquage de l'opinion publique sur le thème de la sécurité. Nous en donnerons deux illustrations caractéristiques:

- la première concerne la motion déposée par l'UDC (SVP) au Grand Conseil du canton de Berne en janvier 2010 et qui demandait «*Plus de sécurité – Renonciation à l'exécution des mesures en établissement ouvert dans le canton de Berne*» / «*Mehr Sicherheit – Verzicht auf offenen Massnahmenvollzug im Kanton Bern*»; par conséquent, elle visait à ce que l'institution de St-Jean (St. Johanssen au Landeron) soit exclusivement un établissement fermé. Le Directeur des Etablissements de St-Jean, M. Franz WALTER, s'est magnifiquement exprimé à ce sujet lors de nos

²⁴ Acceptée en votation populaire du 8.02.2004: cf. art. 123a Cst. féd. et 64 al. 1bis CPS (entré en vigueur le 1.08.2008).

²⁵ Acceptée en votation populaire du 30.11.2008: cf. art. 123b Cst. féd.

²⁶ Acceptée en votation populaire du 28.11.2010: cf. art. 121 al. 3 à 6 et art. 197 ch. 8 Cst. féd.

²⁷ FERRI, 5.

7èmes Journées pénitentiaires de Fribourg²⁸. Pour notre part, nous soulignons qu'une telle revendication fait fi non seulement des règles fixées dans le code pénal suisse au sujet de l'exécution des mesures (art. 90 CPS), mais également des accords de collaboration intercantonale au sein des concordats pour l'exécution des sanctions pénales.

- La seconde illustration de ces pressions et dérives politiques nous est fournie, toujours en 2010, par l'initiative de la députée Andrea Martina GEISSBÜHLER (UDC-SVP) au Parlement fédéral et qui demandait l'abrogation, dans le code pénal suisse, des articles 19 (Irresponsabilité pénale et responsabilité restreinte) et 20 (Expertise en cas de doute sur la responsabilité pénale). Le motif essentiel de cette demande, qui balayait ainsi près de 250 années de codification du droit pénal, était qu'il est inadmissible que *«les personnes qui ont commis des actes de violence sous l'emprise de la drogue ou de l'alcool ... échappent régulièrement aux peines prévues, ce qui est difficile à supporter pour leurs victimes...»*. Quant à l'expertise (médicale), elle *«ralentit ... le procès et engendre d'importants frais, alors que l'infraction n'est contestée par personne...»*²⁹. Les aspects sommaires, simplistes et falsificateurs d'une telle argumentation sont significatifs et très représentatifs de cette opinion selon laquelle c'est surtout la justice pénale qui se montre régulièrement irresponsable... Notre stupéfaction vient en outre du fait que, lors du vote qui a eu lieu le 9.12.2010 au Conseil national, 57 député-e-s ont soutenu cette initiative parlementaire, contre 102 qui l'ont rejetée.

²⁸ Voir la contribution de F. WALTER dans cet ouvrage.

²⁹ Cf. sous:

http://www.parlament.ch/f/suche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20090500

C. Enseignements de deux enquêtes administratives récentes

1. Le rapport Werren

Le rapport WERREN³⁰ a été demandé par le Conseil d'Etat du canton d'Argovie et concerne l'examen de la procédure de libération conditionnelle et de suivi des personnes libérées:

- ce rapport fait suite au meurtre de la jeune LUCIE TREZZINI (le 4.03.2009) par un condamné D.H. qui était alors au bénéfice d'une décision de libération conditionnelle et d'assistance de probation.
- Le rapport d'enquête a démontré que, dans le cas d'une situation pénale complexe, ardue et difficile à déchiffrer, *l'ensemble des instances et services concernés* par la prise en charge du condamné concerné (et sans que la responsabilité puisse en être imputée à un organe ou à une personne en particulier),
- ont révélé de sérieuses défaillances de coordination et de communication entre chaque maillon de la chaîne: il manquait «*le fil conducteur, le maître de la coordination*»³¹;
- n'ont pas clairement détecté les facteurs de risque déterminants, ni évalué convenablement le risque de récidive et, par conséquent, n'ont pas considéré le condamné libéré conditionnellement comme un individu dangereux;
- ne disposaient ni des instructions, ni de la formation nécessaires pour pouvoir faire face à de telles appréciations;

³⁰ Publié en août 2009 et disponible sur le site du canton d'Argovie: www.ag.ch/politdossiers/de/pub/straf_und_massnahmenvollzug.php → fichier en allemand (Bericht) et en français (Rapport).

³¹ Rapport WERREN, p. 46. «... *es fehlte der rote Faden, die koordinierende Hand.*» (Bericht, S. 45).

- et que les ressources en personnel étaient nettement insuffisantes: compte tenu *«de la problématique de la gestion du risque»*, le canton d'Argovie manquait *«cruellement de plusieurs postes»*³² et nous pouvons imaginer que la majorité des autres cantons suisses sont encore dans cette situation.
- La conclusion du Rapport WERREN est à la fois limpide et raisonnable: *«On ne saurait affirmer avec cent pour cent de certitude qu'un tel acte délictueux ne peut être commis si les trois catégories de problèmes évoquées ... – gestion du cas, gestion de l'information et gestion des risques – sont résolues de manière optimale. Néanmoins, une résolution optimale de ces problèmes suscite de la part des personnes concernées une vigilance et une diligence différentes à l'égard d'éventuels facteurs de risque et de leur manière de les appréhender. On accroît ainsi la probabilité de remarquer des choses que l'on a négligées jusqu'alors et de réduire ainsi un éventuel déficit d'information. À défaut, on ne saurait exclure d'autres cas semblables.»*³³

³² Rapport WERREN, p. 49. *«Berücksichtigt man vorliegend auch die noch zu entwickelnde Thematik des Risikomanagements, so wird deutlich, dass bei der Vollzugsbehörde wie bei der Bewährungshilfe ein erheblicher zusätzlicher Ressourcenbedarf von mehreren Stellen besteht.»* (Bericht, S. 48).

³³ Rapport WERREN, p. 49. *«Es lässt sich nicht mit 100prozentiger Sicherheit behaupten, dass ein derartiges Delikt mit einer Optimierung der drei beschriebenen Problemfelder Fallmanagement, Informationsmanagement und Risikomanagement nicht geschehen kann. Aber eine Optimierung dieser Themen bewirkt eine andere Aufmerksamkeit und Achtsamkeit aller Beteiligten auf mögliche Risikofaktoren und dem Umgang damit. Dies erhöht die Chance Dinge zu erkennen, die man bisher übersehen hat. So können allfällige blinde Flecken vermindert werden. Andernfalls sind ähnlich gelagerte oder Fälle nicht auszuschliessen.»* (Bericht, S. 48).

2. Le rapport Rouiller

Le rapport ROUILLER³⁴ a été demandé par le Conseil d'Etat du canton de Vaud et concerne l'enquête administrative dans l'affaire du décès de M. Skander VOGT:

- ce rapport fait suite au décès du détenu S. VOGT, qui avait mis le feu au matelas de sa cellule du quartier de haute sécurité des établissements de la plaine de l'Orbe (EPO à Bochuz, le 11.03.2010).
- Le rapport d'enquête a analysé de façon approfondie deux questions dont l'affaire démontre qu'elles ont été étroitement liées, la première, concernant le régime exceptionnel et le statut de détention extrêmement sévère du détenu décédé, qui a très fortement influé sur la seconde, à savoir la succession d'appréciations, de décisions et de comportements des personnels judiciaire, administratif, pénitentiaire, médical et policier à l'égard de ce détenu, jusqu'à et en particulier au cours de la nuit du drame où l'intervention a été trop confuse et trop tardive pour sauver la vie du détenu.

a) Le régime et le statut de détention du détenu décédé

Suite à un jugement pénal de janvier 2001, S. VOGT a été condamné à une peine de 20 mois d'emprisonnement (pour lésions corporelles simples, voies de fait, injures, menaces, vol et dommages à la propriété) et, sur la base d'une expertise psychiatrique (datant de février 2000), à une mesure d'internement dit «de sécurité» au sens de l'ancien art. 43 ch. 1 al. 2 CPS. De janvier 2001 jusqu'à sa mort en mars 2010, le statut d'«interné de sécurité» de S. VOGT a été régulièrement confirmé, y compris après l'entrée en vigueur du nouveau droit des sanctions pénales (par la justice vaudoise en 2007 puis par le Tribunal fédéral en septembre 2008), sous le régime de l'internement du nouvel art. 64 CPS et bien que les infractions sanctionnées par la condamnation de janvier 2001 n'entrent pas dans le

³⁴ Publié en juin 2010 et disponible sur le site de l'Etat de Vaud: www.vd.ch/fr/themes/securite/penitentiaire/ → fichier à télécharger : Rapport de l'organe d'enquête.

champ d'application de cette mesure. S. VOGT a donc ainsi été placé en internement de sécurité, en quartier de haute sécurité ou en isolement «à titre de sûreté» (en «DA» ou division d'attente, où sont appliqués aux EPO les régimes spéciaux de sûreté, de discipline ou de transition), ce qui correspond à un régime de contention extrêmement dur, ajouté au fait que, en raison de sa «résistance ou rébellion», il a été fréquemment mis au «cachot» ou en cellule de sanction disciplinaire: le rapport d'enquête du Juge ROUILLER conclut que ce statut carcéral était *«inapproprié»*. *«Même du point de vue du profane, ce dur régime de contention était de nature à dégrader encore l'équilibre précaire de l'interné et à contribuer à son enfermement dans ses perturbations que l'internement eût dû éliminer, ou atténuer dans la mesure nécessaire à la vie en société»*³⁵.

- b) L'appréciation, les décisions et les comportements des différents acteurs de la chaîne pénale et pénitentiaire

Sans reprendre tous les détails de leur succession pendant près de 10 ans, nous avons relevé que le rapport ROUILLER qualifie les décisions et comportements des acteurs judiciaires, administratifs, pénitentiaires, médicaux et policiers à l'égard de l'interné S. VOGT, de *«répétitifs»*, *«schématiques»* et finalement d'*«inadéquats»* et *«inappropriés»*.

*«La perception administrative du jugement (de condamnation) de 2001 et l'absence d'une forte protection familiale de l'interné ont eu pour conséquence que tout le monde a fini par perdre un peu de vue 1) que ce dernier n'avait été qu'un délinquant assurément peu sympathique mais de second ordre, et surtout gravement perturbé et 2) qu'il fallait le resocialiser et non pas le traiter comme un grand criminel dangereux ... il est vraisemblable que nombre d'agents publics n'ont pas bien compris que, dans cette affaire, il était toujours urgent d'explorer des solutions complètement différentes et de prendre davantage le risque de la liberté...»*³⁶.

Pour notre part, nous avons été frappé de voir, à travers cette affaire et ce rapport, combien notre système pénal et pénitentiaire peut engendrer, y

³⁵ Rapport ROUILLER, p. 39.

³⁶ Rapport ROUILLER, p. 35.

compris dans un Etat de droit démocratique, des *effets iatrogènes* (terme médical), c'est-à-dire qui engendre lui-même des maladies et des effets pervers, jusqu'à fabriquer des «ennemis publics» à l'égard desquels la succession des interventions ne mène finalement, comme le dit le rapport ROUILLER, qu'à «*un beau gâchis individuel et social*»³⁷.

3. Points communs essentiels de ces deux affaires

Bien que différentes, ces deux affaires et les deux rapports d'enquête permettent de mettre en évidence les *points communs frappants* suivants:

- L'absence (dans un cas) ou l'erreur d'appréciation (dans le cas Vogt) du statut de «dangerosité» de détenus ou d'internés.
- Des ressources en personnel nettement insuffisantes et l'insuffisance notoire également d'établissements «*appropriés*» exigés par le code pénal pour le placement (thérapeutique et de sécurité) des condamnés aux mesures de sûreté.
- Ces défauts de planification et ces économies se sont faits au détriment, d'abord du personnel pénitentiaire, qui en subit les conséquences de plein fouet (stress, souffrances, «*burn out*», maladies) et, finalement, au détriment de tout le processus et de toutes les phases et instances d'exécution des sanctions normalement exigées par le code pénal dans la perspective de la resocialisation, de la préparation vers la libération et de l'ouverture vers l'extérieur.
- Des défauts de coordination et de communication entre les divers organes et acteurs de décision et d'intervention.
- Des insuffisances de formation et d'instruction des personnels,
- avec des insuffisances de transmission d'informations, qui peuvent mener (dans le cas VOGT) à la confusion de directives d'intervention d'urgence.

³⁷ Rapport ROUILLER, p. 35.

III. Conclusion: l'impossibilité du «tout sécuritaire»

«... tout protéger ... est non seulement impossible ... mais marque ... une rupture philosophique, contraire à l'idée même d'indétermination, donc de liberté individuelle, qui fonde le processus d'humanisation inscrit au cœur de l'Etat de droit».³⁸

Devant des situations à risque, des pressions publiques se font insistantes dans nos sociétés, qui préconisent le choix de solutions apparemment simples ou délibérément simplifiées, voire simplistes. Par exemple, face au risque de récidive d'un délinquant qualifié de «dangereux», la décision de l'enfermer durablement, de ne pas le remettre en liberté ou de l'expulser dans son pays d'origine apparaît comme (évidemment ?) plus sûre que de lui accorder une libération conditionnelle ou de prendre des mesures constructives en vue de sa réinsertion sociale.

Face à ces pressions, le risque est grand que les responsables politiques s'orientent vers de mauvaises réponses qui, visant à renforcer la sécurité publique, aboutissent à *élever l'exception au rang de règle générale* – à savoir le condamné «dangereux» comme prototype de tous les détenus – et ainsi à limiter gravement, chez les professionnels chargés des «populations dangereuses», les capacités de réflexion, d'intelligence et de prise de décision adaptées à des situations individuelles et concrètes et non à des directives et standards rigides de soumission schématique à la sécurité «à tout prix».

Le *«souci de perfection, de rationalisation et de réduction à des procédures risque de conduire au fait qu'on utilise la science non comme un outil d'analyse, mais comme un parapluie, que la recherche du risque 0 risque de paralyser la machine pénitentiaire en restreignant les évolutions possibles et souhaitables, qu'on privilégie les procédures et les connaissances formelles au détriment de ce qui est au cœur du travail*

³⁸ DELMAS-MARTY, 30.

pénitentiaire: le savoir être, et qu'on oublie l'individu qui devient un produit comme les autres»³⁹.

À la fin du 19^e siècle, l'Ecole positiviste italienne (LOMBROSO, FERRI, GAROFALO) voulait remplacer le binôme traditionnel «culpabilité ↔ peine» (institué par l'Ecole classique de droit pénal, notamment BECCARIA), par celui de «dangerosité ↔ mesure de sûreté» ou de sécurité. «Pour assurer la «défense» de la société, il faut exclure certains individus de l'humanité au nom d'une altérité radicale, d'une dichotomie absolue entre «les criminels» et «les honnêtes gens»». ⁴⁰ Cette position, cette *politique criminelle* «de l'ennemi» est aussi insupportable qu'inacceptable.

La figure du «Supermax» est à cet égard très significative des risques de dérive extrême de la «science pénitentiaire technologisée»: si en théorie, elle apparaît «comme le paradigme même de la bureaucratie du risque, c'est-à-dire d'un système de pouvoir qui met en place des techniques de prévision rationnelle du danger, afin de répondre à une obligation de protection des administrés ... logique de principe de précaution»⁴¹, en réalité Yasmine BOUAGGA a démontré (par sa recherche observation) que l'usage et la pratique concrets des «Supermax» mettent clairement en évidence deux failles ou deux défauts de ce système ultra sécuritaire:

- d'une part, avec le placement dans ces unités de catégories de détenus qui correspondent le mieux, non pas tant aux résultats des évaluations actuarielles de risques, mais bien plus *aux représentations sociales et culturelles de la dangerosité* et qui, par conséquent, sont non seulement stéréotypées, mais susceptibles d'effets de «mode»: ces catégories de détenus perçus comme les plus dangereux («the worst of the worst») sont actuellement aux USA les psychopathes (catégorie qui comprend les «prédateurs sexuels») et les membres des gangs organisés;

³⁹ VALLOTTON, 38.

⁴⁰ DELMAS-MARTY, 86.

⁴¹ BOUAGGA, 208.

- d'autre part, *«on observe également un décalage en défaut, puisque des détenus pour lesquels aucun danger objectif n'est identifié, mais simplement un problème de gestion de la détention, sont placés à l'isolement afin de maintenir l'ordre»*⁴² interne à l'institution: ces détenus sont aussi bien des «trouillards», isolés pour leur propre sécurité – surtout des délinquants sexuels qu'il faut protéger du lynchage et des détenus faibles et souffrant de troubles mentaux – que des «emmerdeurs», «grandes gueules» ou «rebelles» au comportement social «anormal»⁴³. *«L'usage du Supermax est alors justifié par le recours aux théories comportementalistes, qui en font un outil correctionnel»*⁴⁴ et de discipline interne.

Bien sûr, l'hétérogénéité des populations carcérales d'abord, les buts et principes fixés par le cadre légal (chartes fondamentales et code pénal) ensuite, et les ressources et infrastructures pénales et pénitentiaires limitées, voire parfois nettement insuffisantes enfin, exigent des professionnels du monde de l'exécution des sanctions la recherche permanente *de très difficiles équilibres* (voire équilibrismes !), lorsqu'ils ne mènent pas directement à des tensions, à des conflits ou à des impasses. La *figure du Janus ci-dessous* n'en est qu'une illustration sommaire.

*«Aujourd'hui comme hier, l'internement d'un détenu jugé dangereux doit tendre, dans la mesure du possible, à resocialiser l'interné et, partant, à créer les conditions de sa libération ultérieure. Il est donc ordonné tant dans les intérêts convergents du délinquant que de la société»*⁴⁵. Sinon, *«l'internement carcéral risque de devenir, par le jeu de décisions répétitives schématiques, une sorte de succédané de la réclusion incompressible, ce qui serait incompatible avec les conceptions humanistes du droit suisse»*⁴⁶.

⁴² *Ibidem*, p. 214.

⁴³ S. VOGT (cf. ci-dessus Rapport ROUILLER, 2010) était précisément, aux dires de l'expert psychiatre, caractérisé par de forts *«dysfonctionnements sociaux»*.

⁴⁴ BOUAGGA, 214.

⁴⁵ Rapport ROUILLER, p. 24.

⁴⁶ Rapport ROUILLER, p. 38.

Tableau 1: *Le Janus pénitentiaire contemporain ou les 2 faces de la réalité carcérale*

Objectif RESOCIALISATION <u>Surtout</u> : exécution des peines de détention et des mesures thérapeutiques institutionnelles (art. 59-60-61 CPS)	Objectif SÉCURITÉ <u>Surtout</u> : exécution des longues peines de détention avec des mesures d'internement (art. 64 CPS)
<ul style="list-style-type: none"> - Préparation du retour à la vie libre - Amélioration du comportement social du détenu - Selon les besoins du détenu: traitement - Plan d'exécution - Régime progressif - Garantie des droits du détenu et respect de sa dignité - Normalisation de la vie en détention - Relations avec le monde extérieur - Éviter les effets nocifs de la vie en détention - Assurer les mesures de sécurité interne et externe <p>= Privation de liberté ordinaire, centrée sur le détenu et son réseau, qui vise l'ouverture, la libération</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Critères de dangerosité - Évaluation, échelles de prédiction des risques de récidive - Gestion des risques - Catégorisations, classifications - Internement, neutralisation - Selon les besoins de sécurité interne: isolement - Pas de traitement - Garantie problématique des droits et du respect de la dignité du détenu - Restriction, voire interdiction des relations avec le monde extérieur - Restriction, voire suppression des congés et allègements d'exécution <p>= Mesures de sûreté et privation de liberté extraordinaires, centrées sur la contention et les règles de sécurité, qui visent la protection des tiers (à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement)</p>

En novembre 2008, dans le cadre de la Table ronde conclusive des 6èmes Journées pénitentiaires de Fribourg⁴⁷, M. Jean STUDER, Chef du Département de la Justice et de la Sécurité du canton de Neuchâtel, rappelant que les parlementaires sont plus intéressés à la hauteur des murs d'une prison qu'à la qualité de ce qui se fait à l'intérieur des murs, déclarait qu'il s'agit d'un «*point de vue erroné*» et qu'il faut développer «*une vision intégrée de la resocialisation dans la sécurité*»⁴⁸. Nous partageons pleinement cette opinion. Toutefois, une telle vision intégrée de la resocialisation dans la sécurité pose le problème du sérieux manque de ressources humaines et de moyens matériels et financiers pour pouvoir la mettre concrètement en œuvre.

«Gerade in einer stark volksnah ausgerichteten Demokratie muss von juristischer Seite schon aus ethischen Gründen darauf geachtet werden, dass der verständliche, aber unrealistische Ruf nach absoluter Sicherheit für die Bevölkerung nicht zu einer gänzlichen Reduzierung sämtlicher Resozialisierungschancen führt»⁴⁹.

En conclusion: le «tout sécuritaire» est une voie liberticide et insupportable. Forts de leur éthique et avec notre plein soutien, les professionnels de l'exécution des sanctions pénales doivent continuer à tisser les fils d'une œuvre délicate de reconstruction sociale en faveur des personnes condamnées. Nous appelons les responsables politiques à leur en donner l'appui et les moyens nécessaires, de façon proactive et pas seulement lorsque des incendies et des crises ont éclaté...

Post-scriptum

Le 27 juin 2011, un détenu considéré comme particulièrement dangereux, délinquant multirécidiviste condamné à de longues peines privatives de liberté et, en septembre 2002, à une mesure d'internement de sécurité, pour s'en être pris plusieurs fois à la vie, à l'intégrité corporelle et sexuelle et à la liberté de plusieurs femmes – notamment à deux reprises

⁴⁷ Sur le thème: *Ist das Ziel der Resozialisierung noch zeitgemäss? L'objectif de resocialisation est-il toujours d'actualité?*

⁴⁸ Selon nos propres notes manuscrites.

⁴⁹ KISTLER, S. 174.

lors de congés pénitentiaires – s'est échappé lors d'une «conduite accompagnée» après avoir menacé ses accompagnateurs avec un «objet tranchant». L'homme de 64 ans se promenait dans les pâturages du Nord vaudois, sans entrave (ni menottes, ni surveillance électronique) et les deux agents de détention qui l'accompagnaient n'étaient pas armés⁵⁰. D'importantes forces de police ont été mobilisées pour tenter de le retrouver. «Etonnamment, dans l'immédiat, les sorties, congés et permissions ont été suspendus»⁵¹ pour tous les détenus de la prison dans laquelle se trouvait le condamné en fuite.

En résumé, cet événement illustre malheureusement par l'absurde les faiblesses de la Suisse sur les questions de sécurité: une ingénuité désarmante associée au cloisonnement fédéraliste comme handicap majeur à la communication et au suivi rigoureux des conditions d'application des condamnations pénales⁵². Ayant affaire à un individu qui, vu ses antécédents d'agressions sexuelles violentes, devait certainement figurer sur la liste rouge des délinquants les plus dangereux séjournant dans les prisons suisses⁵³, il est assez ahurissant que l'on ait pu lui offrir un déjeuner sur l'herbe par un beau jour d'été sans même se munir d'un «filet à papillons»... De telles carences font le lit des revendications sécuritaires populistes et desservent hélas toutes les expériences et pratiques sérieuses et dignes d'éloges qui sont quotidiennement réalisées dans le domaine de l'exécution des sanctions pénales.

Nous le confirmons: le «tout sécuritaire» est liberticide et insupportable; mais la candeur sécuritaire l'est malheureusement tout autant.

30.06.2011 / N. Queloz

⁵⁰ Selon les communiqués et conférence de presse qui ont suivi.

⁵¹ «En gros, l'administration fait payer ses errements à tous les condamnés...», Journal Le Temps du 30.06.2011.

⁵² Pour rappel: voir le Rapport WERREN d'août 2009.

⁵³ Avec tous les signaux d'alerte et les mesures à prendre en conséquence, notamment résumés dans la partie «Sécurité» du Tableau 1 ci-dessus («Janus pénitentiaire»).

Références

- BECK U., *Risikogesellschaft: auf dem Weg in eine andere Moderne*, Frankfurt a.M., 1. Auflage 1986.
- BOUAGGA Y., Qui sont les «pires des pires»? Des usages des classifications en Supermax aux Etats-Unis, in *Déviance et Société*, vol. 34, 2010, 2, 201-216.
- CHANTRAINE G./MARY P., Prisons et mutations pénales, in *Déviance et Société*, vol. 30, 2006, 3, 267-271.
- DELMAS-MARTY M., *Libertés et sûreté dans un monde dangereux*, Paris, 2010.
- FEELEY M./SIMON J., The New Penology: Notes on the emerging strategy of corrections and its implications, in *Criminology*, 1992 (30), 4, 449-474.
- FERRI E., *La sociologie criminelle*, Paris 1923.
- GARAPON A., Un nouveau modèle de justice: efficacité, acteur stratégique, sécurité, in *Revue Esprit*, novembre 1998, 98-122.
- KALUSZYNSKI M., Le retour de l'homme dangereux. Réflexions sur la notion de dangerosité et ses usages, *Champ pénal – Nouvelle revue internationale de criminologie*, vol. V, 2008 (accessible sous: <http://champpenal.revues.org/6183>).
- KISTLER L., Straf- und Massnahmenvollzug bei gemeingefährlichen Straffälligen, in MAYER K./SCHILDKNECHT H. (Hrsg.), *Dissozialität, Delinquenz und Kriminalität. Ein Handbuch für die interdisziplinäre Arbeit*, Zürich 2009, 167-176.
- MBANZOULOU P., *Les nouvelles figures de la dangerosité*, Paris 2008.
- PRATT J., Dangerosité, risque et technologies du pouvoir, in *Revue Criminologie* (Montréal), 2001 (34), 1, 101-121.
- QUELOZ N./LUGINBÜHL U./SENN A./MAGRI S. (Eds), *Ist das Ziel der Resozialisierung noch zeitgemäss? L'objectif de resocialisation est-il toujours d'actualité?* Berne 2009.
- SALAS D., *La volonté de punir. Essai sur le populisme pénal*, Paris 2008.
- VACHERET M., Gestion de la peine et maintien de l'ordre dans les institutions fédérales canadiennes, in *Déviance et Société*, vol. 30, 2006, 3, 289-304.
- VALLOTTON A., Le chantier 1977-2007 de l'évolution des peines, in RIKLIN F./VON DÄNIKEN H.P. (Eds), *Straflust oder Straffrust? / Punir par plaisir ou par frustration?* Berne 2011, 29-38.